

Le monde selon l'État (*Seeing Like A State*)

James C. Scott

Résumé (Armel Campagne)

James C. Scott, anthropologue anarchiste, étudie dans cet ouvrage l'entreprise de rationalisation (de mise en ordre) du monde de l'État moderne. Pour lui, cette rationalisation fut imposée par l'entremise d'une simplification de phénomènes complexes pour rendre ceux-ci « lisibles » (selon son expression). Cette « mise en ordre administrative » du monde (nature et société) de l'État moderne va de pair, selon James C. Scott, avec sa foi au progrès technoscientifique (que James C. Scott appelle « l'idéologie moderne avancée »), sa capacité à s'imposer (grâce à son pouvoir de coercition) et l'absence de résistance de ceux qu'il assujettit progressivement.

Le premier chapitre s'ouvre sur une description qui symbolise ce processus de rationalisation destructeur. À partir du 18^{ème} siècle, l'État prussien tente de rationaliser (scientifiquement) ses forêts de manière à en maximiser l'efficacité productive. Il commence donc à mesurer ce qu'il y a dans ses forêts, en établissant une taxinomie des différentes espèces d'arbres. Comme certains arbres affichaient un meilleur retour sur investissement, l'État se mit à créer des forêts homogènes composées uniquement de ces arbres (et donc débarrassées de toute végétation). Ces derniers étaient alignés pour un comptage et abattement plus facile, symbole du « management » centralisé qui s'exerçait au sein de ces forêts.

Quand ces forêts artificielles commencèrent à mourir, l'État prussien fut contraint de prendre des mesures favorisant l'essor des forêts originelles. Mais pendant ce temps ce modèle prussien de « planification » forestière (fondé sur une soi-disant efficacité technoscientifique) s'était répandu partout, avec des résultats dévastateurs.

Malgré l'échec des forêts planifiées (dont on ne prit conscience qu'au bout d'un certain nombre d'années), planifier et mesurer étaient devenus une obsession pour l'État moderne émergent. La principale impulsion donnée à ce mouvement de planification et de standardisation provint de l'impôt.

Il existait au Moyen Âge des systèmes de poids et de mesures non homogènes. Les gens mesuraient et pesaient en fonction de traditions locales. Les mesures « standard » variaient énormément, et n'étaient pas respectées en réalité.

En France l'État mit fin à cette situation en imposant son système métrique. L'économie naissante demandait également de telles mesures, l'État souhaitait « formaliser » son système fiscal, et l'idéologie des Lumières encourageait ce mouvement.

La « formalisation » de l'impôt dans une économie en cours d'émergence était encore relativement peu complexe. La mesurabilité des terres l'était beaucoup plus, étant donné l'enchevêtrement de coutumes locales spécifiques et hétérogènes régissant celles-ci. Toutefois, « l'État moderne au sens propre présuppose un régime de propriété vaste, simple et uniforme qui soit lisible et donc utilisable par celui-ci. »

Compte tenu de l'incompatibilité entre ces coutumes locales et l'impératif étatique d'uniformisation du statut des terres, l'un des deux devait disparaître. L'État, bien sûr, l'emporta en imposant un régime foncier uniforme à sa population, « en conformité avec son logique fiscale ». L'objectif était de gérer

et de taxer plus facilement ; il en résulta un bouleversement du « système » des droits fonciers coutumiers et communautaires, remplacé par un système de propriété privée facilitant l'essor de l'économie.

Grâce à cela, l'État assurait sa propre survie. Mais il en connaissait encore peu à propos des terres et de ses habitants. Deux parcelles de taille égale étaient considérées comme identiques ; mais l'une pouvait être fertile et l'autre non. Mais comme l'impôt était levé en fonction du critère de taille, l'État ne s'intéressait pas aux différences de capacité productive, et donc demandait des taxes égales à chacune. Celui qui avait des terres improductives s'appauvriissait donc progressivement, tandis que celui qui avait (reçu) des terres productives n'avait pas de difficultés à payer ses impôts et pouvait capitaliser.

La première étape de l'émergence de l'État moderne consista donc à mesurer et à uniformiser pour mieux taxer. L'État moderne allait maintenant s'attacher à rationaliser d'autres domaines (« productivité, santé, hygiène, éducation, transports, ressources minières, production de céréales et investissements »), sujet du second chapitre.

Le second chapitre commence par l'analyse du processus de transition des villes médiévales aux villes modernes. Les cités anciennes étaient « désorganisées », donc plutôt autonomes. Leur hétérogénéité obligeait ceux qui étaient étrangers à s'adapter aux coutumes locales définies par ceux qui habitaient dans ces villes. L'époque moderne vit au contraire une volonté d'homogénéité esthétique et urbanistique émerger, notamment en Italie. Les urbanistes-planificateurs des villes italiennes voulaient aussi faciliter l'avancée des troupes à l'intérieur des villes (pour mater des révoltes par exemple), volonté réalisée à Paris au 19^{ème} siècle. L'intérieur des villes fut reconstruit suite à de gigantesques projets urbains destinés à homogénéiser et régulariser l'espace (entre autres). La ville devenait plus « gouvernable » pour l'État, et ses habitants perdirent donc beaucoup en autonomie (l'impôt étant plus facilement récolté et l'écrasement des révoltes facilité).

L'assignation à chacun d'un patronyme officiel fut une étape également importante dans ce processus. Cette pratique fut « dans presque chaque cas (...) un projet étatique, conçu pour permettre aux autorités d'identifier, sans ambiguïté possible, une majorité de ses sujets » pour l'imposer. Certains projets échouèrent néanmoins – provisoirement - en raison de révoltes populaires. L'exemple philippin montre avec quelle rigidité ce procédé fut mis en place. En 1849, l'ensemble des Philippines se virent assignés un patronyme officiel parce que l'État espagnol n'avait aucun moyen d'avoir prise sur eux fiscalement et administrativement. Les gens se virent assigner des noms par région en ordre alphabétique : certaines villes n'avaient que des noms commençant par A, d'autres par B, d'autres encore par C (et ainsi de suite).

L'État voulait également s'assurer une mainmise linguistique. La langue, en effet, était probablement un formidable agent de conservation des coutumes locales. Même si James C. Scott en reste à un niveau assez vague sur ce point, il mentionne l'État français et sa tentative réussie d'imposer une langue officielle et unique à l'ensemble de ses provinces.

L'État français prit également des mesures pour créer des routes en ligne droite à Paris, pour favoriser encore une fois l'avancée de ses troupes. Il souhaitait même (mais ce fut évidemment un échec) créer une voie de chemin de fer en ligne droite de Paris à Strasbourg, ignorant tout des obstacles topographiques et de l'existence de villes sur son tracé ! La rationalisation à outrance montrait une fois de plus ses limites.

Les exemples et arguments de ce chapitre indiquent que l'État moderne cherche, pour contrôler et taxer sa population, à quantifier et normaliser certains facteurs sociaux clés (terre, patronymes, routes, urbanisme). Ce procédé normalisateur modélise pour rendre plus intelligible, avec des effets souvent dévastateurs.

Le troisième chapitre étudie « l'autoritarisme moderne avancé », à propos de l'application – souvent par l'État – des « bénéfiques » du progrès technoscientifique à l'ensemble des activités humaines. Ce procédé commence généralement par une grande recension d'informations. Ces informations permettent d'établir des normes, qui sont ensuite imposées unilatéralement aux populations sous forme d'objectifs à atteindre. Cette planification centralisée est généralement dirigée par l'intelligentsia scientifique. Un exemple de référence du planisme est celui orchestré par Walter Rathenau en Allemagne en 1914-1918. Walter Rathenau planifiait presque chaque aspect de l'économie allemande pour soutenir l'effort de guerre, et réussit à créer une sorte de processus mécanique particulièrement efficace. Le succès d'un procès de production rationalisé inspira Lénine, qui y voyait un moyen de remédier aux défauts du capitalisme par une plus grande productivité, à mettre en place en temps de paix comme en temps de guerre. Il fut mis en place en URSS dès 1917, mais ce genre de planification étatique ne dura qu'un temps (en URSS comme ailleurs) en raison de l'opposition libérale à cette forme de centralisme économique.

Le quatrième chapitre s'intéresse aux répercussions en matière d'urbanisme de cette idéologie. Le Corbusier fut un planificateur par excellence. Il détestait tout ce qu'il y avait de spontané, préférant des espaces planifiés, des transports planifiés, un urbanisme planifié, ect. Il souhaitait séparer dans l'espace espaces de vie et espaces de travail. Sa cité idéale était une véritable utopie fonctionnaliste. Il croyait que l'humanité vivait dans un grand gaspillage perpétuel à cause de manque de planification. Il détestait tout ce qui ne se conformait aux modèles géométriques.

Le cinquième chapitre commence par une étude des idées de Lénine, conçues comme particulièrement représentative de l'idéologie moderne avancée : cette conviction qu'« un savoir supérieur, une instruction autoritaire, et un but social pouvait transformer » une société dans un sens meilleur et plus efficace. Le parti, dans cette vision, sert de « cerveau » à l'État, dirigeant un peuple conçu comme corps. Il conçoit cette interaction entre cerveau et corps en des termes militaires, avec des masses-soldats et des guides révolutionnaires-généraux, avec un plan de bataille sensé aboutir au socialisme. Lénine et Le Corbusier tombent donc d'accord pour une planification centralisée et autoritaire comme solution aux problèmes sociaux. James C. Scott critique ces conceptions léninistes demandant une soumission totale du peuple au parti et à ses caciques, s'appuyant notamment en cela sur Rosa Luxemburg, ayant une vision organiciste du social et non mécanique comme Lénine, et critiquant fermement toute planification ou centralisation. Cette partie dénonce donc l'idéologie centralisatrice et planificatrice et ses effets néfastes.

Pour que l'Etat puisse exercer son pouvoir, il doit saisir quantitativement sa population, trop complexe qualitativement. Plus l'Etat veut gouverner sa population, l'imposer, l'intégrer dans son armée ; et plus il doit obtenir d'informations. Historiquement l'Etat obtient cette information en simplifiant.

Par exemple, l'« Etat » en Asie du Sud-Est pré-coloniale a cherché à rassembler autour des villes ceux qu'il voulait imposer pour plus d'efficacité. Il fallait néanmoins localiser, stabiliser et quantifier ceux qui étaient situés loin des villes, pour pouvoir en tirer un avantage ; mais c'était extrêmement difficile. L'« Etat » cherchait alors à « rendre lisible » ces communautés lointaines et potentiels migrants : soit par négociation, soit par contrainte.

En agriculture aussi, l'État cherche à imposer sa propre méthode, celle de grandes fermes, parce qu'elles sont plus facilement imposables. Pourtant, ces plans agraires furent généralement présentés comme moyens de « développement » plutôt que de taxation.

Le sixième chapitre commence par une courte description de l'histoire des tentatives tsaristes avortées de rendre lisible sa propre paysannerie. Lénine chercha à faire aboutir ces tentatives. Des années 1910 à 1930, Moscou et Washington collaborèrent en partageant des informations et méthodes sur l'agriculture industrielle. Cela incluait une étude de compréhension de ce qui pouvait être mécanisé. Que cette mécanisation massive fût pratique ou désirable n'était pas pris en considération : une mécanisation totale était envisagée. Cela conduisit à une agriculture industrielle concentrée de taille gargantuesque, avec des conséquences que l'on imagine. Moscou s'enthousiasmait pour ce que faisait Washington, et Washington s'enthousiasmait pour ce que faisait Moscou.

En URSS, ces efforts menèrent au « collectivisme ». Même si ce projet fut un échec humain (peut-être 20 millions de morts), il permit à l'État soviétique de contrôler ses paysans. La réforme agraire soviétique, confiscation par l'État des terres des paysans, permit à l'État soviétique de maîtriser un monde rural qui lui avait causé tant d'ennuis au cours des premières années, aboutissement d'un processus de coercition réglementaire croissante. Les fermes d'État étaient bien évidemment conçues en faisant complètement abstraction des conditions locales et selon l'idéologie moderniste marxiste.

Le septième chapitre traite d'un autre échec, en Tanzanie cette fois. Le gouvernement faisait face au problème d'une population dispersée, irrégulière et mobile. Le gouvernement décrivait sa propre population comme « attardée » et devant se moderniser. Ayant foi en l'agriculture scientifique, il décida de créer des fermes agricoles conçues sur un modèle occidental et d'y installer des milliers de gens (*Shire Valley Project*). Le projet ignorait tout du relief local, optant pour une division géométrique de l'espace facilement gérable mais complètement farfelue en réalité. Le gouvernement mit en place également des techniques agricoles destructrices et improductives, entraînant un échec massif du projet.

Les expériences ultérieures furent encore amples, entraînant un « villagisation » forcée de 13 millions (70 %) de Tanzaniens. Le gouvernement pensait que son projet allait réussir à avoir raison des vieilles pratiques tanzaniennes. La population, au contraire, résista. Le gouvernement, convaincu que sa population « ne savait pas ce qui était bon pour elle », se mit à employer de grands moyens. À partir de Décembre 1973, « vivre dans un village » était devenu un ordre, imposé militairement, avec destructions d'habitations pour ceux qui s'y refusaient. Cette tactique militaire fut accompagnée d'un plan agricole délirant, avec des champs organisés géométriquement, très peu de variétés plantées, et un travail communautaire extrêmement dur.

Il en résulta un désastre agricole, économique et alimentaire, mais l'État tanzanien en fit une victoire (et, pour lui, d'une certaine façon ça en était une, puisqu'il contrôlait désormais sa population).

La dernière partie du chapitre sept décrit l'imposition de l'« ordre » par l'État éthiopien (dirigé alors par un gouvernement « marxiste ») à sa population. En 1985, celui-ci est déterminé à déplacer 33 millions d'Éthiopiens ruraux. Le raisonnement idéologique du gouvernement était que ces populations dispersées étaient improductives, alors que des communautés marquées par un ordre géométrique sont productives. Les gens furent relocalisés de force, selon des plans et dans des communautés au nombre prédéterminé. Ces communautés suivaient un modèle unique, avec l'office gouvernementale au milieu d'un village conçu comme un camp de légionnaires. Le gouvernement imposait ses propres variétés de plants, ainsi que l'ensemble des activités sociales. La population n'était pas dupe des mensonges du

gouvernement, proclamant qu'il agissait au nom du progrès humain : c'était une volonté de contrôle – par des moyens géométriques - des populations qui présidait cette politique.

Les exemples dans ce chapitre illustrent cette volonté de contrôle centralisée typique de l'État qui consiste à rendre « lisible » des populations « illisibles » en simplifiant celles-ci, sous couvert de progrès mais au détriment des savoirs locaux. Toutes ces expériences eurent un coût humain, environnemental, social et culture important.

Le huitième chapitre est consacré à l'agriculture moderne et scientifique. Celle-ci, contrairement à l'agriculture ancienne, veut contraindre l'environnement à s'adapter à ses besoins et à ses méthodes technologiques. En dépit de nombreux problèmes, l'agriculture moderne occidentale, reposant sur des « projets larges, coordonnés, planifiés », continuait d'être présentée comme un progrès face au désordre supposé des « techniques arriérées » des habitants, ceux-ci refusant d'utiliser des fertilisants chimiques et étant hostiles à toute monoculture.

L'ensemble des pratiques locales furent remplacées par des méthodes de laboratoire, complètement inadaptées à l'environnement local. Les scientifiques imposèrent donc aux terres de se conformer aux standards de laboratoire (par exemple, par l'aplanissement). L'environnement étant trop compliqué pour l'agronomie moderne, celle-ci décida de réduire l'environnement à quelques paramètres mesurables. Les gens perdirent progressivement l'ensemble des savoirs agronomiques traditionnels, mieux adaptées à l'hétérogénéité de l'environnement.

En conclusion, l'ensemble des tentatives – ou presque – visant à imposer des pratiques agricoles « ordonnées » et « uniformisées » furent des échecs. La complexité du réel échappait à l'agriculture scientifique.

Le neuvième chapitre critique « l'empire du savoir scientifique », un savoir inadapté à des environnements complexes ; contrairement aux savoirs locaux (*métis*). En résumé, une planification centralisée, une rationalisation à marche forcée, aboutit presque inévitablement à un désastre quand appliquée au monde réel, avec sa complexité. La *métis* détruite et son remplacement par des formules standardisées ordonnées de façon centralisée est typique du développement du capitalisme bureaucratique et de l'État, et non pas une fatalité nécessaire au progrès de l'humanité. Une société ne peut être fondée sur des formules seulement – c'est-à-dire sans *métis*. La logique du projet, de toute façon, est de contrôler et de s'approprier. Le savoir local, dispersé et relativement autonome, ne peut être approprié. La réduction ou, plus utopique encore, l'abolition du savoir local (*métis*) est une précondition à l'« ordre administratif » et l'appropriation fiscale pour l'État.

Le chapitre dix sert de **conclusion**. Les planificateurs ont ignoré l'irréductible contingence du réel. En plus d'avoir échoué, ces plans ont entraîné des désastres psychologiques, moraux et sociaux (perte de savoir, d'agilité, d'initiative). L'idéologie moderniste avancée ne fonctionne pas et est souvent désastreuse.